



# RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022



**Conseil Municipal du 14 février 2022**

|      |   |    |
|------|---|----|
| I.   | Préambule.....  | 3  |
| II.  | Le contexte budgétaire national .....   | 4  |
|      | A. Les principales mesures de cette loi de finances 2022 .....                    | 4  |
|      | B. Dispositions en faveur des finances locales pour 2022.....                     | 5  |
|      | C. Les transferts financiers de l'État aux Collectivités territoriales .....      | 6  |
| III. | Orientations budgétaires et analyses rétro et prospective du budget communal..... | 9  |
|      | A. Les indicateurs économiques locaux.....  | 11 |
|      | 1. <i>Les constructions de logements et de locaux commerciaux</i> .....           | 11 |
|      | 2. <i>Les transactions immobilières</i> .....                                     | 11 |
|      | 3. <i>Dynamique démographique noiséenne</i> .....                                 | 12 |
|      | B. Les relations avec les intercommunalités .....                                 | 14 |
|      | 1. <i>CA Versailles Grand Parc</i> .....  | 14 |
|      | 2. <i>Syndicat Intercommunal Bailly Noisy (SIBANO)</i> .....                      | 15 |
|      | C. L'analyse rétrospective du budget principal .....                              | 15 |
|      | 1. <i>La chaîne de l'épargne</i> .....  | 15 |
|      | 2. <i>L'annuité de la dette</i> .....   | 17 |
|      | 3. <i>L'encours de dette</i> .....  | 17 |
| IV.  | Le budget communal.....   | 18 |
|      | A. La section de fonctionnement.....  | 18 |
|      | 1. <i>Les recettes</i> .....  | 18 |
|      | 2. <i>Les dépenses</i> .....  | 20 |
|      | B. La section d'investissement .....  | 22 |
|      | 1. <i>L'entretien courant du patrimoine</i> .....                                 | 22 |
|      | 2. <i>Les opérations individualisées</i> .....                                    | 23 |
|      | 3. <i>Le financement des investissements en 2022</i> .....                        | 23 |

## I. Préambule

---

Depuis la loi du 16 juillet 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe), le débat d'orientation budgétaire est remplacé par un rapport sur les orientations budgétaires (ROB) dans lequel sont présentés les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, ainsi que la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs (décret n°2016-841 du 24 juin 2016). Le Rapport d'Orientation Budgétaire permet d'informer les élus sur l'environnement économique et la situation de la ville, afin d'éclairer leurs choix lors du vote du budget primitif.

### **Extraits du Décret 2016-841 du 24 juin 2016, dispositions relatives aux communes de moins de 10 000 habitants :**

*Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :*

*1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre*

*2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.*

*3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

*Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

## II. Le contexte budgétaire national

---

En ce début d'année, l'incertitude sanitaire associée à la 5<sup>e</sup> vague du Covid bouscule l'économie mondiale. Néanmoins, la loi de finances pour 2022, promulguée le 30 décembre dernier, se veut moteur et vise une croissance économique. Ainsi, la croissance 2022 devrait être soutenue, avec une prévision de +4%, permettant au déficit public de diminuer à 5% du PIB en 2022. Sous l'effet de la reprise économique et de la baisse du déficit public, le taux d'endettement passerait à 113,5% du PIB, contre 115,3% en 2021.

Il est noté une augmentation des budgets pour certains ministères jugés prioritaires comme la défense, la justice, la recherche mais aussi l'éducation)

### A. Les principales mesures de cette loi de finances 2022

Le budget 2022 prolonge la mise en œuvre du « **Plan de relance** », avec notamment le renforcement de mesures pour l'emploi.

Il poursuit et accélère la transition écologique. Le dispositif de rénovation énergétique des logements, **MaPrimRénov**, est prolongé en 2022. Le soutien au secteur ferroviaire et au fret est maintenu. Le développement des énergies renouvelables est accompagné. Le soutien fiscal aux entreprises de transport maritime et fluvial qui s'engagent dans la transition écologique à l'occasion du renouvellement de leur flotte est renforcé.

Le budget 2022 traduit le volet fiscal du **plan en faveur des travailleurs indépendants** annoncé par le Président de la République le 16 septembre 2021 (transmission d'entreprises facilitée, doublement du crédit d'impôt pour la formation des dirigeants des TPE...).

Plusieurs **priorités** gouvernementales à destination des **jeunes** sont également traduites : poursuite du développement du service national universel et du service civique ; prolongation jusqu'en juin 2022 des primes pour le recrutement d'un apprenti...

En matière de handicap, **le mode de calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)** est modifié en 2022 pour soutenir les bénéficiaires vivant en couple aux revenus modestes.

Deux mesures annoncées le 12 juillet dernier par le président de la République

ont été introduites dans cette loi de Finances :

- le **plan d'investissement pour bâtir la France de 2030**, à hauteur de **34 milliards d'euros**, dont 3,5 milliards d'euros de crédits dès 2022 ;
- la création d'un **revenu d'engagement pour les jeunes**, destiné aux jeunes de moins de 26 ans sans emploi ou formation. Plus de 500 millions ont été votés pour la mise en œuvre de ce nouveau revenu qui doit débuter le 1<sup>er</sup> mars 2022. Ses bénéficiaires percevront une allocation allant jusqu'à 500 euros par mois, en contrepartie de 15 à 20 heures de formation ou d'accompagnement par semaine, sur une durée de 6 à 12 mois.

Sur amendement du gouvernement, un **"bouclier tarifaire"** est mis en place **pour contenir la forte hausse du prix du gaz** (par une modulation, en plus du gel des prix de vente du gaz à leur niveau d'octobre 2021, de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel) **et du prix de l'électricité** (par une baisse de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité). Le bouclier s'appliquera du 1er février 2022 au 31 janvier 2023.

Ce dispositif complète **"l'indemnité inflation" de 100 euros** pour les personnes gagnant moins de 2 000 euros et le **complément de 100 euros au "chèque énergie"** pour les ménages les plus modestes, financés par la loi du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021.

## **B. Dispositions en faveur des finances locales pour 2022**

La loi de finances ne prévoit pas de bouleversements majeurs pour les collectivités locales. Elle s'inscrit dans la volonté de poursuivre la relance engagée en 2021, dont les fruits commencent à se faire sentir.

Ainsi, nous pouvons retenir :

- Stabilisation des dotations de l'État au niveau de 2021,
- Reconstitution de crédit supplémentaire pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour alimenter les contrats de relance et de transition écologique.

Pour donner suite aux travaux du Comité des finances locales, il a été retenu une petite réforme des indicateurs financiers. En effet, avec la suppression de la taxe d'habitation, la baisse du CVAE<sup>1</sup> et la réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels, le panier de recettes des collectivités du bloc communal et des départements a été transformé. Ceci a rendu nécessaire, à compter de 2022, une évolution des indicateurs financiers utilisés dans le calcul des dotations et fonds de péréquation (potentiels fiscal et financier, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale). Ainsi, est prévue l'intégration dans le périmètre de ces indicateurs des recettes de DMTO<sup>2</sup> et de la TLPE<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

<sup>2</sup> Droit de mutation à titre onéreux

<sup>3</sup> Taxe locale sur la publicité extérieure

## C. Les transferts financiers de l'État aux Collectivités territoriales

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,5 Md€ à périmètre constant<sup>4</sup>, hors crédits de fonctionnement et d'investissement de la direction générale des collectivités locales (DGCL) soit une augmentation de +1,3 Md€ par rapport à la Loi de finances pour 2021. En dehors des mesures liées au plan de relance, les transferts financiers progressent de + 1,5 Md€ à périmètre constant.

Ainsi, après une stabilité, les transferts progressent depuis de 2018, notamment sous l'effet du plan de relance.

Ce constant de hausse sur la période 2018/2022 résulte principalement :

- + 578 M€ pour les PSR<sup>5</sup> de soutien aux collectivités locales,
- + 571 M€ sur la dotation de soutien à l'investissement local « exceptionnelle »,
- + 134M€ pour le concours exceptionnel pour l'achat de masques à destination du grand public par les collectivités.

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales<sup>6</sup> se décomposent comme suit :

- Les concours financiers (52,7 Md€) : dans cette catégorie de dépenses, nous trouvons les prélèvements sur recettes (PSR) ainsi que les crédits relevant de la mission « Relations avec les Collectivités territoriales » et le produit de l'affectation de la taxe sur la valeur ajoutée, +1,2% par rapport au PLF 2021 ;
- Les transferts financiers (11,9 Md€) (hors fiscalité transférée et apprentissage) : ces dépenses correspondent aux variables d'ajustement. Elles englobent les compensations et dégrèvements d'impôts locaux, notamment, -14,0% par rapport au PLF 2021 ;
- La fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle (40,1 Md€), +7% par rapport au PLF 2021.

### ► Focus sur les prélèvements sur recette en faveur des Collectivités territoriales

Les prélèvements sur recettes sont les recettes que l'Etat peut rétrocéder directement au profit des collectivités territoriales en vue de couvrir des charges leur incombant ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts établis au profit des contribuables locaux. Il s'agit d'une diminution des recettes de l'Etat et non d'une dépense. En 2022, ils représentent 41% des transferts financiers de l'État aux collectivités.

Il existe 24 dotations contre 25 suite à la recentralisation du RSA (suite expérimentation en Seine Saint Denis et à la Réunion) marquant un léger recul de 2,95 M€ entre 2021 et 2022.

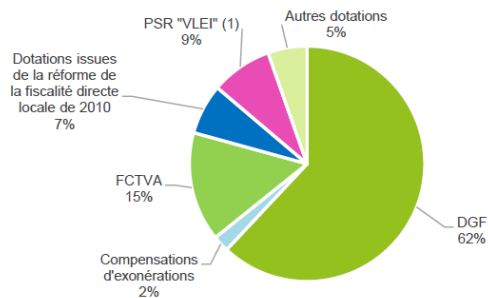
Les prélèvements sur les recettes (PSR) de l'Etat pour 2022 sont fixés à 43,2 Md€. Cette enveloppe demeure au même niveau, à périmètre constant, par rapport à 2021.

---

<sup>4</sup> Un périmètre constant est celui qui est corrigé des transferts financiers intervenus durant l'année écoulée pour la comparaison. Le périmètre courant est celui à un instant t, reprenant tous les transferts.

<sup>5</sup> Prélèvement sur recettes

<sup>6</sup> A périmètre courant – page 50 du Livret Jaune 2022



(1) PSR de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des établissements industriels

Figure III-A-2-2 : Répartition des PSR au bénéfice des collectivités locales en 2022

Source : PLF pour 2022, calculs direction du budget

7

La dotation globale de fonctionnement est stabilisée et renforcée dans ses composantes péréquatrices, à hauteur de 26,8M€ pour 2022. Elle bénéficie principalement au bloc communal (59% du montant total de DGF à destination des communes et EPCI) et aux départements (28%).

Concernant les dispositifs de péréquation, la refonte des indicateurs financiers vise à intégrer des items financiers liés à la dynamique d'un territoire.

Le schéma ci-dessous rappelle la structure de la DGF en 2021 :

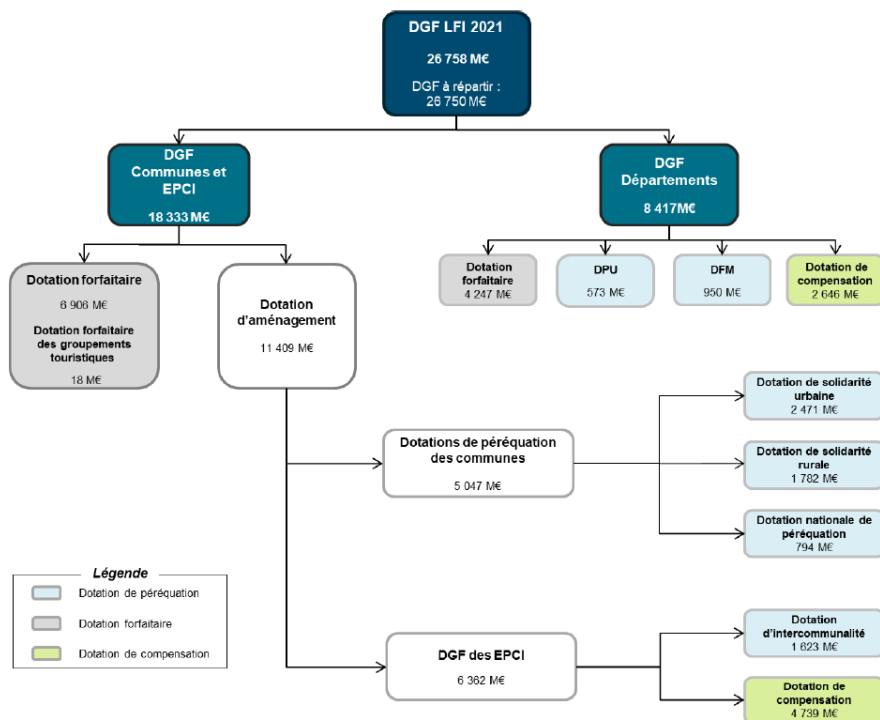


Figure III-A-3-4 : Schéma de synthèse des différentes composantes de la DGF (LFI 2021)

Source : DGCL

Le FCTVA est conforté comme principal dispositif de soutien de l'État à l'investissement local pour 2022. Ce fonds de compensation permet une compensation partielle de la TVA sur les dépenses d'équipement. Il concourt activement à l'investissement des collectivités. Le montant

<sup>7</sup> Livret Jaune – Projet Loi de Finances 2022 – Transfert financiers de l'état aux collectivités territoriales

prévisionnel pour 2022 s'élève à 6,5 Md€. Ce prélèvement fonctionne comme un « guichet ouvert » car les dépenses ne sont pas plafonnées.

A noter que les documents d'urbanisme et les dépenses de services de l'informatique en nuage (cloud computing) sont intégrés à l'assiette ouvrant droit à la compensation de TVA.

Le taux du FCTVA reste à 16,404%.

► Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Il existe 12 dotations :

- La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) : 1 550 M€
- La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) : 1 046 M€
- La Dotation de Soutien à l'Investissement des communes et leurs groupements (DSIL) : 907 M€
- La Dotation de Soutien à l'investissement des départements (DSIL Dépt) : 212 M€
- La dotation Politique de la ville : 150 M€
- La dotation pour les titres sécurisés : 48 M€
- Les dotations, subventions et crédits divers : 412 M€ (cette catégorie intègre la dotation Natura 2000, la dotation d'insularité, la dotation Régisseurs de police municipale et diverses subventions)

En 2022, la mission représente 4% des transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales.

► Les variables d'ajustement (contrepartie de divers dégrèvements législatifs et compensation d'exonérations pour 12 Md€)

Les dépenses visent à compenser les exonérations de fiscalité qui s'imposent aux collectivités locales du fait de décisions gouvernementales. Néanmoins, ces compensations ou allocations versées sont soumises à arbitrages lors de l'examen du projet de Loi de finances. Ces variables d'ajustement permettent de moduler l'action du gouvernement.



### **III. Orientations budgétaires et analyses rétro et prospective<sup>8</sup> du budget communal**

---

Le budget 2022 s'inscrit dans un contexte doublement difficile d'une part en raison des contraintes pesant sur les finances locales et d'autre part du fait de la crise sanitaire et économique actuelles dont certains effets sont attendus sur l'année 2022.

Dans ce contexte, il convient de maintenir les efforts entrepris précédemment en matière de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement.

En conséquence, les orientations budgétaires retenues sont :

- Continuité des services publics rendus à la population en ayant une réflexion en amont sur les contrats de fourniture de biens ou services
- Stabilité des taux d'imposition
- Engager la transformation énergétique des équipements publics
- Maintien d'une enveloppe de l'ordre 1M€ pour l'entretien du patrimoine communal
- Poursuite du programme de circulations douces
- Travaux et études préparatoires en vue de la réalisation d'un nouveau quartier

L'objectif de générer une épargne nette suffisante pour permettre l'entretien courant du patrimoine communal, sans financement via l'emprunt, est une ligne directrice de gestion que s'impose la municipalité.

Cet objectif est complexe à maintenir dans le temps au vue de la prospective financière.

La réflexion sur les marges de manœuvres, en recettes et en dépenses, reste une nécessité. Pour certaines opérations individualisées, le recours à l'emprunt pour permettre leur réalisation pourra être recherché notamment pour le renouvellement de l'intégralité de l'éclairage public.

---

<sup>8</sup> Les chiffres annoncés sont présentés en réel et sont issus d'estimation – ils sont susceptibles d'évoluer d'ici au vote du budget

## Rétro et Prospective Budget Principal \*-\*-\* Noisy-le-Roi

|   | Rétrospective    |                   |                  |                  |                   |                  |                  |                  |               | Prospective      |                  |                  |                  |                  | Evolution moyenne |
|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
|   | 2014             | 2015              | 2016             | 2017             | 2018              | 2019             | 2020             | 2021             | Evol° Moy     | 2022             | 2023             | 2024             | 2025             | 2026             |                   |
| Produit des contributions directes                                      | 4 462 035        | 4 518 131         | 4 579 769        | 5 030 048        | 5 168 535         | 5 315 540        | 5 395 016        | 5 668 344        | 3,04%         | 5 816 249        | 5 903 493        | 6 051 080        | 6 172 102        | 6 264 683        | 1,50%             |
| Fiscalité indirecte   | 1 015 612        | 1 140 051         | 1 166 429        | 1 067 681        | 1 630 458         | 1 130 633        | 1 194 054        | 1 414 779        | 4,23%         | 800 000          | 1 171 602        | 1 171 602        | 1 171 602        | 1 171 602        | 7,93%             |
| Dotations   | 1 876 815        | 1 823 828         | 1 603 919        | 1 455 576        | 1 474 781         | 1 259 427        | 1 475 757        | 1 154 800        | -5,89%        | 1 107 815        | 1 055 476        | 1 014 912        | 985 220          | 975 465          | -2,51%            |
| Autres recettes d'exploitation  | 2 150 171        | 8 101 967         | 1 695 824        | 1 316 603        | 8 997 185         | 2 266 901        | 1 097 721        | 1 385 691        | -5,34%        | 1 755 083        | 1 276 979        | 1 289 749        | 1 302 647        | 1 315 673        | -5,60%            |
| <i>Dont produits exceptionnels (cessions immobilières)</i>              | 200              | 6 871 000         | 339 000          | 0                | 7 657 567         | 866 273          | 0                | 0                | -100,00%      | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |                   |
| <i>Dont reprises de provisions pour charges AC/Surcharges foncières</i> |                  |                   |                  |                  |                   |                  |                  |                  |               | 490 747          |                  |                  |                  |                  |                   |
| <i>Dont produits exceptionnels (hors cessions immobilières)</i>         | 742 753          | 21 321            | 68 976           | 172 152          | 45 058            | 21 941           | 13 496           | 114 682          | -20,83%       | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |                   |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement (RRF)</b>               | <b>9 504 634</b> | <b>15 583 977</b> | <b>9 045 941</b> | <b>8 869 907</b> | <b>17 270 959</b> | <b>9 972 501</b> | <b>9 176 045</b> | <b>9 623 615</b> | <b>0,16%</b>  | <b>9 479 147</b> | <b>9 407 550</b> | <b>9 527 343</b> | <b>9 631 570</b> | <b>9 727 424</b> | <b>0,52%</b>      |
| <b>Produits de fonctionnement courant (A)</b>                           | <b>8 761 681</b> | <b>8 691 656</b>  | <b>8 637 965</b> | <b>8 697 755</b> | <b>9 568 334</b>  | <b>9 084 287</b> | <b>9 162 548</b> | <b>9 508 932</b> | <b>1,03%</b>  | <b>9 479 147</b> | <b>9 407 550</b> | <b>9 527 343</b> | <b>9 631 570</b> | <b>9 727 424</b> | <b>0,52%</b>      |
| Charges à caractère général (chap 011)                                  | 2 565 943        | 2 647 736         | 2 426 740        | 2 406 784        | 2 316 547         | 2 317 693        | 2 185 485        | 2 520 136        | -0,22%        | 3 090 115        | 3 136 467        | 3 183 514        | 3 231 266        | 3 279 735        | 1,20%             |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)                      | 3 952 968        | 4 041 498         | 3 785 404        | 3 722 560        | 3 783 220         | 3 865 793        | 3 735 784        | 3 869 065        | -0,27%        | 4 092 426        | 4 133 350        | 4 174 684        | 4 216 431        | 4 258 595        | 0,80%             |
| Autres charges de gestion courante (chap 65)                            | 1 001 753        | 866 440           | 884 582          | 909 949          | 773 596           | 693 957          | 765 749          | 856 117          | -1,94%        | 893 348          | 902 281          | 911 304          | 920 417          | 929 622          | 0,80%             |
| Intérêts de la dette (art 66111)  | 94 049           | 74 424            | 66 911           | 40 014           | 35 031            | 29 072           | 28 801           | 20 110           | -17,54%       | 19 770           | 10 303           | 5 254            | 2 518            | 1 909            | -37,34%           |
| Autres dépenses de fonctionnement                                       | 253 053          | 625 596           | 601 784          | 373 478          | 401 213           | 361 144          | 463 510          | 999 903          | 18,74%        | 682 430          | 615 453          | 617 148          | 619 031          | 622 126          | -1,83%            |
| <i>Dont charges exceptionnelles</i>                                     | 4 547            | 363 770           | 339 925          | 20 523           | 6 822             | 6 244            | 165 167          | 15 533           | 16,60%        | 6 000            | 0                | 0                | 0                | 0                | -100,00%          |
| <i>Dont provisions / Revers/Surcharges Foncières</i>                    |                  |                   |                  |                  |                   |                  |                  | 490 747          |               | 69 145           | 0                | 0                | 0                | 0                | -100,00%          |
| <i>Dont charges financières autres 66111</i>                            | - 1 779          | - 1 688           | - 3 175          | - 1 128          | 14 752            | - 275            | - 212            | - 121            | -28,57%       | - 230            | - 210            | - 237            | - 85             | 0                | -100,00%          |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</b>               | <b>7 867 766</b> | <b>8 255 694</b>  | <b>7 765 421</b> | <b>7 452 785</b> | <b>7 309 607</b>  | <b>7 267 659</b> | <b>7 179 329</b> | <b>8 265 330</b> | <b>0,62%</b>  | <b>8 778 089</b> | <b>8 797 854</b> | <b>8 891 904</b> | <b>8 989 578</b> | <b>9 091 987</b> | <b>0,71%</b>      |
| <b>Charges de fonctionnement courant (B)</b>                            | <b>7 862 549</b> | <b>7 819 188</b>  | <b>7 361 760</b> | <b>7 393 376</b> | <b>7 253 002</b>  | <b>7 232 618</b> | <b>6 985 574</b> | <b>7 739 060</b> | <b>-0,20%</b> | <b>8 752 549</b> | <b>8 787 761</b> | <b>8 886 887</b> | <b>8 987 145</b> | <b>9 090 078</b> | <b>0,76%</b>      |
| <b>Excédent brut courant (ECB) (A-B)</b>                                | <b>897 353</b>   | <b>872 468</b>    | <b>1 276 205</b> | <b>1 304 379</b> | <b>2 315 332</b>  | <b>1 851 669</b> | <b>2 176 975</b> | <b>1 769 872</b> | <b>8,86%</b>  | <b>726 598</b>   | <b>619 789</b>   | <b>640 456</b>   | <b>644 425</b>   | <b>637 346</b>   | <b>-2,59%</b>     |
| <b>Epargne de Gestion (EG) (except)</b>                                 | <b>1 637 538</b> | <b>7 401 018</b>  | <b>1 344 256</b> | <b>1 456 008</b> | <b>10 011 135</b> | <b>2 733 639</b> | <b>2 025 304</b> | <b>2 359 768</b> | <b>4,67%</b>  | <b>720 598</b>   | <b>619 789</b>   | <b>640 456</b>   | <b>644 425</b>   | <b>637 346</b>   | <b>-2,43%</b>     |
| <b>Epargne de gestion (hors cess° et intérêt) 66111)</b>                | <b>1 730 717</b> | <b>531 707</b>    | <b>1 008 431</b> | <b>1 457 136</b> | <b>2 338 816</b>  | <b>1 867 641</b> | <b>2 025 517</b> | <b>1 378 394</b> | <b>-2,81%</b> | <b>720 828</b>   | <b>619 999</b>   | <b>640 693</b>   | <b>644 510</b>   | <b>637 346</b>   | <b>-2,43%</b>     |
| Intérêts de la dette (C)  | 94 049           | 74 424            | 66 911           | 40 014           | 35 031            | 29 072           | 26 000           | 20 230           | -16,78%       | 19 770           | 10 303           | 5 254            | 2 518            | 1 909            | -37,34%           |
| Charges financières autres (C)  | - 1 779          | - 1 688           | - 3 175          | - 1 128          | 14 752            | - 275            | - 212            | - 121            | -26,19%       | - 230            | - 210            | - 237            | - 85             | 0                | -100,00%          |
| <b>Epargne brute (A-B-C)</b>  | <b>806 861</b>   | <b>799 732</b>    | <b>1 212 468</b> | <b>1 265 493</b> | <b>2 265 549</b>  | <b>1 822 873</b> | <b>2 151 187</b> | <b>1 749 762</b> | <b>10,16%</b> | <b>701 058</b>   | <b>609 696</b>   | <b>635 439</b>   | <b>641 992</b>   | <b>635 437</b>   | <b>-1,95%</b>     |
| <b>Epargne Brute (EB) (RRF-DRF)</b>                                     | <b>1 544 598</b> | <b>7 328 283</b>  | <b>1 280 519</b> | <b>1 417 122</b> | <b>9 961 352</b>  | <b>2 704 842</b> | <b>1 996 716</b> | <b>1 358 285</b> | <b>-1,59%</b> | <b>701 058</b>   | <b>609 696</b>   | <b>635 439</b>   | <b>641 992</b>   | <b>635 437</b>   | <b>-1,95%</b>     |
| Remboursement capital de la dette                                       | 480 753          | 486 614           | 566 662          | 466 722          | 359 328           | 278 405          | 287 000          | 254 863          | -7,10%        | 260 835          | 267 017          | 250 421          | 150 462          | 98 655           | -17,67%           |
| <i>Remboursement par anticipation ligne emprunt</i>                     | 0                | 0                 | 506 100          | 0                | 0                 | 0                | 0                | 0                |               | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | #DIV/0!           |
| <b>Epargne nette</b>  | <b>326 109</b>   | <b>313 118</b>    | <b>139 706</b>   | <b>798 771</b>   | <b>1 906 220</b>  | <b>1 544 468</b> | <b>1 864 187</b> | <b>1 494 899</b> | <b>20,96%</b> | <b>440 223</b>   | <b>342 679</b>   | <b>385 018</b>   | <b>491 530</b>   | <b>536 782</b>   | <b>4,05%</b>      |
| <b>Epargne nette (EN)</b>   | <b>1 063 845</b> | <b>6 841 668</b>  | <b>713 857</b>   | <b>950 400</b>   | <b>9 602 023</b>  | <b>2 426 437</b> | <b>1 709 716</b> | <b>1 103 422</b> | <b>0,46%</b>  | <b>440 223</b>   | <b>342 679</b>   | <b>385 018</b>   | <b>491 530</b>   | <b>536 782</b>   | <b>4,05%</b>      |

Arrêté au 20 janvier 2022

## A. Les indicateurs économiques locaux

Des indicateurs économiques locaux interviennent dans l'élaboration du budget de la Ville. Il s'agit notamment des constructions de logements et des transactions immobilières qui génèrent des recettes pour la Ville. Ces indicateurs nous permettent également d'anticiper l'impact des flux humains sur les besoins en terme de services publics, pouvant générer des coûts supplémentaires mais également des ressources.

Il est noté que, fin 2020, la commune a été déclarée « carencée », conformément aux dispositions de la loi SRU. Cette nouvelle donne va impacter la structure des constructions sur le territoire communal.

### 1. Les constructions de logements et de locaux commerciaux

Le suivi de la création de logements constitue un indicateur économique pertinent pour anticiper l'évolution de la fiscalité de la Ville.

Après un retard dans la construction, le programme des Nouveaux Constructeurs voit sa livraison échelonnée entre 2021 et 2022. Ainsi en 2021 quelques logements ont été livrés. 2022 verra la livraison du programme, ce qui permettra d'intégrer de nouvelles bases de fiscalité au portefeuille de la commune en 2023.

Autres perspectives de construction/livraisons, les programmes :

- ❖ Programme « Le clos de la Roseraie » - Morcet Promotion de 70 logements – **Livraison 4<sup>ème</sup> trimestre 2022**
- ❖ Programme « Cœur de Cèdre » - Grand Paris Promotion de 21 logements – **Livraison Mars 2023**

En matière de commerces, l'offre se caractérise par des commerces de « bouche » et une certaine dynamique sur l'auto-entreprenariat.

### 2. Les transactions immobilières

Parallèlement aux constructions, il paraît intéressant d'observer l'évolution des transactions immobilières et des droits de mutations qui en sont le reflet. Si une tendance baissière était notée avant 2018 (en neutralisant les cessions de terrain pour des programmes immobiliers), 2021 a été une année très dynamique.

Cette mutabilité des résidences sur la commune illustre la tendance actuelle de pouvoir bénéficier d'une qualité de vie moins citadine et plus « verte » tout en garantissant des interconnexions aisées avec Paris / Versailles.

Cette dynamique est intégrée dans les perspectives financières de la commune.

Précision faite, les DMTO ont connu une évolution moyenne de +4,1% sur les 6 dernières années.

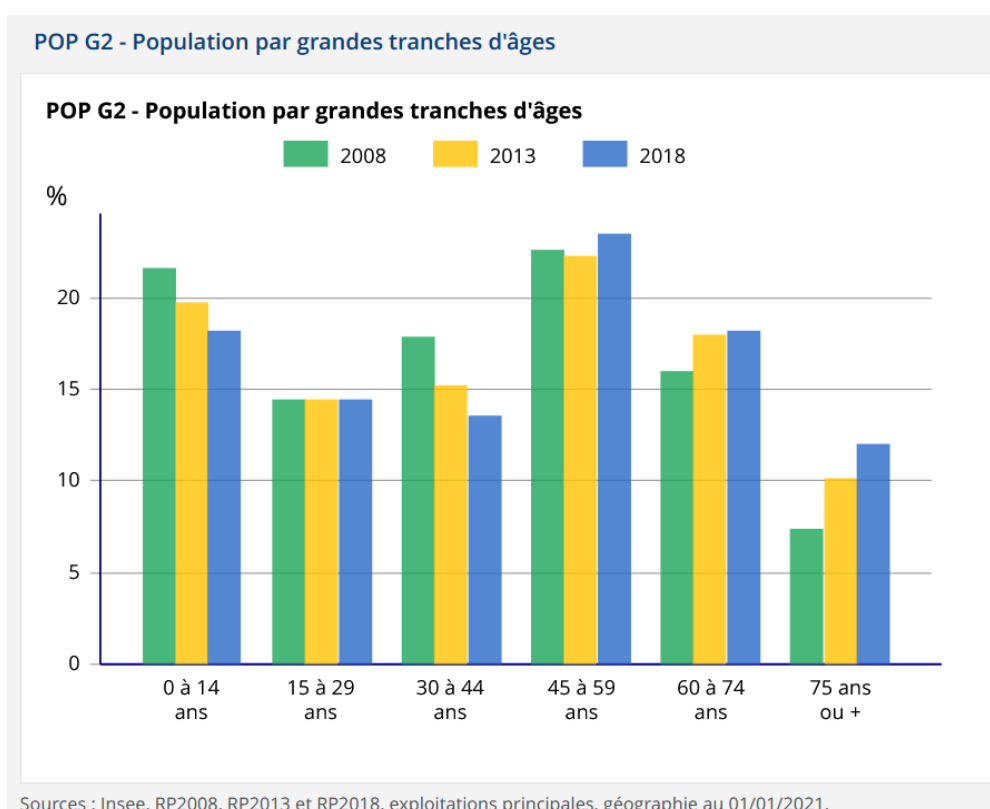
### 3. *Dynamique démographique noiséenne*

L'analyse des données INSEE sur l'évolution de la population permet d'appréhender les tendances démographiques et envisager les besoins de la population pour orienter et développer les services publics ainsi que les investissements à moyen et long terme.

Fait notable cette année, nous notons une augmentation de la tranche 45 à 59 ans sur le territoire en 2018 et une stagnation sur la tranche d'âge 60 à 74 ans.

La baisse des « 0 à 14 ans » continue mais les adolescents et jeunes adultes résistent. Cette population est à fidéliser sur le territoire de la commune à travers les orientations auprès des promoteurs, des actions municipales menées à travers EMAJ, le développement d'offres de services publics pour garantir l'attractivité de la commune.

Le vieillissement de la population demeure néanmoins la dynamique principale, sur le territoire de la commune, marquant l'attachement des habitants à la commune.



Les résidences du Parc dans les années 90 et de la Quintinye dans les années 2000 ont permis un apport de population.

Aujourd'hui, le parcours résidentiel n'est pas assez dynamique, le prix du foncier et la typologie des logements ne permettent pas favoriser l'arrivée de primo-accédant, de jeunes couples ou de familles.

#### POP T1 - Population en historique depuis 1968

|  | 1968(*) | 1975(*) | 1982    | 1990    | 1999    | 2008    | 2013    | 2018    |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Population                             | 2 564   | 5 587   | 5 572   | 8 095   | 7 718   | 7 964   | 7 684   | 7 577   |
| Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> ) | 472,2   | 1 028,9 | 1 026,2 | 1 490,8 | 1 421,4 | 1 466,7 | 1 415,1 | 1 395,4 |

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2021.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 au RP2018 exploitations principales.

#### POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2018

|  | Hommes       | Femmes       | Part en % de la population âgée de |              |              |
|--|--------------|--------------|------------------------------------|--------------|--------------|
|  |              |              | 15 à 24 ans                        | 25 à 54 ans  | 55 ans ou +  |
| <b>Ensemble</b>  | <b>2 977</b> | <b>3 262</b> | <b>100,0</b>                       | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |
| Agriculteurs exploitants                                 | 0            | 5            | 0,0                                | 0,0          | 0,2          |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise                | 164          | 45           | 0,0                                | 6,4          | 1,7          |
| <u>Cadres et professions intellectuelles supérieures</u> | <u>1 089</u> | <u>657</u>   | 1,7                                | 49,3         | 17,3         |
| Professions intermédiaires                               | 264          | 497          | 5,2                                | 20,5         | 7,1          |
| Employés   | 154          | 353          | 7,5                                | 13,7         | 3,5          |
| Ouvriers   | 124          | 40           | 1,2                                | 4,2          | 1,7          |
| <u>Retraités</u>   | <u>783</u>   | <u>934</u>   | 0,0                                | 0,2          | 59,5         |
| Autres personnes sans activité professionnelle           | 398          | 731          | 84,4                               | 5,8          | 9,0          |

Source : Insee, RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021.

En comparaison annuelle, nous pouvons noter que les cadres et professions intellectuelles supérieures sont en augmentation de + 25,5% passant de 1 391 à 1 746 cadres et professions intellectuelles supérieures en 2018. Cette dynamique se remarque également sur les professions intermédiaires. Par contre, il y a une baisse des artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

La représentation des retraités est quant à elle en baisse, passant de 28,8% à 27,5%.

Ces tendances devront être suivies afin d'ajuster les politiques publiques.

## **B. Les relations avec les intercommunalités**

### *1. CA Versailles Grand Parc*

La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc (CAVGP) qui regroupe les communes de Bailly, Bièvres, Bois d'Arcy, Bougival, Buc, Châteaufort, Fontenay-le-Fleury, Jouy-en-Josas, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay, Les Loges-en-Josas, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'Ecole, Toussus-le-Noble, Vélizy-Villacoublay, Versailles et Viroflay, soit 270 000 habitants, est l'une des dix plus grandes intercommunalités d'Ile-de-France.

Noisy-le-Roi a rejoint la CAVGP le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

VGP exerce pour le compte de la ville des missions liées au développement économique, à l'aménagement de l'espace communautaire, aux déplacements, à l'équilibre de l'habitat, à la politique de la ville, à la protection et à la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, à la gestion d'équipements culturels et sportifs, à l'approvisionnement en eau potable, à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées, aux aires d'accueil des gens du voyage et à la fourrière animale.

Les différents services des villes et de la communauté d'agglomération travaillent en commun sur la mise en œuvre de « bonnes pratiques », le partage d'expérience ainsi que le rapprochement des besoins pour le lancement de marchés publics.

Les relations financières avec VGP concernent :

- L'attribution de compensation (AC) : le montant de l'AC est de 421 602 €. Ce montant est stable depuis l'adhésion de la commune à Versailles Grand Parc.

- Le FPIC : en 2021, la communauté d'agglomération a reversé, via le « retour incitatif », une partie du Fond de Péréquation Intercommunale et Communal de 110 034 € (contre 177 783 € en 2020)<sup>9</sup>. Pour 2022, la communauté d'agglomération envisage de contribuer sur une partie du FPIC des communes sous forme d'une prise en charge directe et un retour incitatif via un fonds de concours sur des investissements de dimension intercommunautaire.

- Le remboursement de charges dans le cadre des mutualisations (DPO et hébergement des serveurs) : en 2018, la commune a mutualisé avec l'agglomération, le délégué à la protection des données ainsi que l'hébergement des serveurs informatiques. Cette mutualisation est une source d'économie de fonctionnement à hauteur de 24 K€.

---

<sup>9</sup> FPIC 2021 notifié : 333 135 €

## 2. Syndicat Intercommunal Bailly Noisy (SIBANO)

Le SIBANO a été créé en 1966 dans l'objectif de développer les équipements sportifs des deux communes, marquant ainsi un premier rapprochement juridique notable.

Le SIBANO contribue à dynamiser la pratique sportive des deux communes en lien avec le tissu associatif.

Equipement :

- ❖ Un complexe sportif comprenant :
  - 3 terrains de football (2 en herbe et 1 synthétique)
  - 1 plateau d'évolution extérieur
  - 15 cours de tennis (10 extérieurs et 5 couverts)
  - 2 cours de padel
  - 1 piste d'athlétisme
  - 1 terrain de jeux libre
  - Les clubs house de football et du tennis
- ❖ Le gymnase des Princes
- ❖ Deux salles de sports polyvalentes (plan de l'Aître et Cornouiller)
- ❖ Le Skate parc
- ❖ La Maison des Jeunes et des Associations (Maison de la Quintinye)

Le budget de ce syndicat intercommunal est principalement alimenté par la contribution de Bailly (1/3 du budget par le versement d'une subvention) et un produit fiscal voté (pour 2/3 du budget) pour Noisy-le-Roi.

### C. L'analyse rétrospective du budget principal

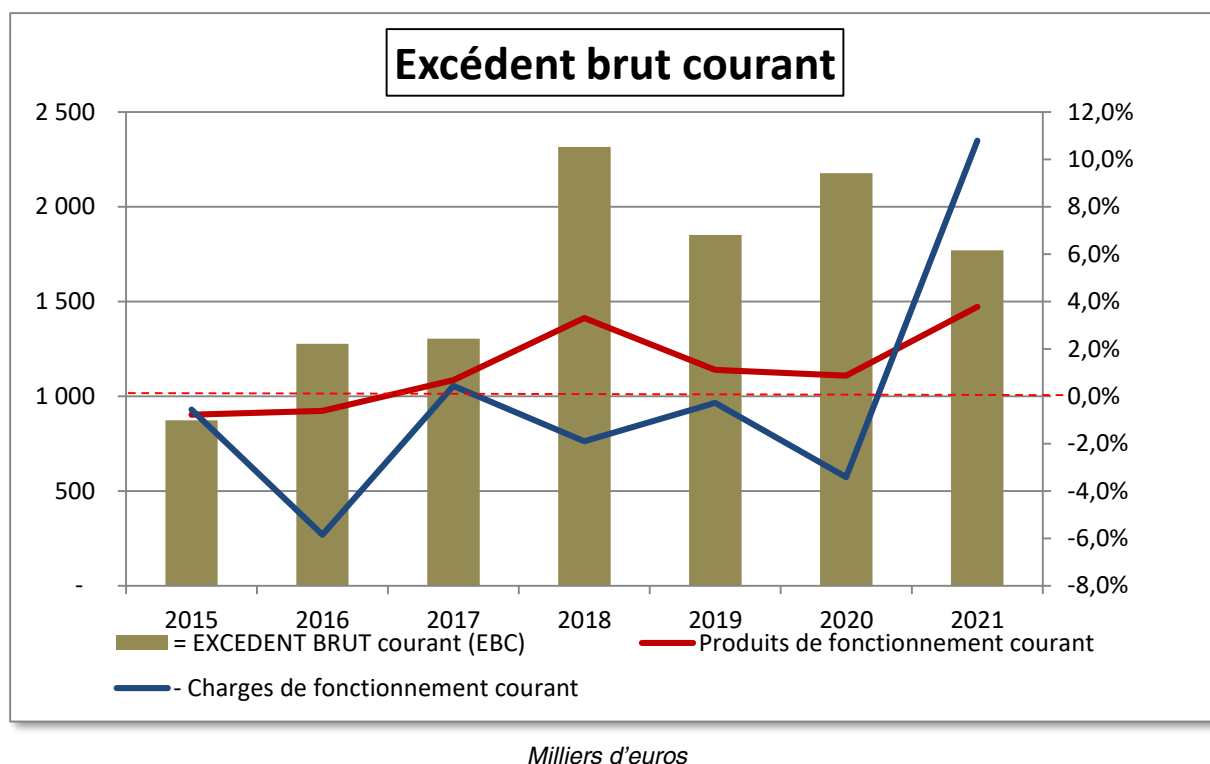
#### 1. La chaîne de l'épargne

| En milliers d'euros                  | 2015         | 2016         | 2017         | 2018          | 2019         | 2020         | 2021         |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Produits de fonctionnement courant   | 8 692        | 8 638        | 8 697        | 9 568         | 9 084        | 9 163        | 9 509        |
| - Charges de fonctionnement courant  | 7 819        | 7 362        | 7 393        | 7 253         | 7 233        | 6 986        | 7 739        |
| <b>= EXCEDENT BRUT courant (EBC)</b> | <b>872</b>   | <b>1 276</b> | <b>1 304</b> | <b>2 315</b>  | <b>1 852</b> | <b>2 177</b> | <b>1 770</b> |
| + Solde exceptionnel large           | 6 529        | 68           | 152          | 7 696         | 882          | (146)        | (392)        |
| = Produits exceptionnels larges      | 6 892        | 408          | 173          | 7 703         | 888          | 19           | 115          |
| - Charges exceptionnelles larges     | 364          | 340          | 21           | 7             | 6            | 165          | 506          |
| <b>= EPARGNE de GESTION (EG)</b>     | <b>7 401</b> | <b>1 344</b> | <b>1 456</b> | <b>10 011</b> | <b>2 734</b> | <b>2 031</b> | <b>1 378</b> |
| - Intérêts                           | 73           | 64           | 39           | 50            | 29           | 26           | 20           |
| <b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>          | <b>7 328</b> | <b>1 281</b> | <b>1 417</b> | <b>9 961</b>  | <b>2 705</b> | <b>2 006</b> | <b>1 358</b> |
| - Capital                            | 487          | 567          | 467          | 359           | 278          | 287          | 255          |
| <b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>          | <b>6 842</b> | <b>714</b>   | <b>950</b>   | <b>9 602</b>  | <b>2 426</b> | <b>1 719</b> | <b>1 103</b> |

Malgré la réduction constante des dotations, la commune a renoué depuis 2016 avec une évolution favorable de ses épargnes, notamment son excédent brut courant (EBC). Ceci s'explique par la maîtrise des dépenses de fonctionnement dès 2016, des cessions immobilières exceptionnelles et également la suppression de l'abattement général à la base en matière de taxe d'habitation.

Néanmoins, il ne s'agit pas de prendre pour acquis cette évolution. Un travail constant sur les dépenses courantes et sur les recettes doit être maintenu, notamment pour intégrer et neutraliser l'inflation économique qui impacte nos contrats (coût de la vie), réaliser l'entretien courant du patrimoine et financer le coût des études et accompagnement dans le développement de la commune.

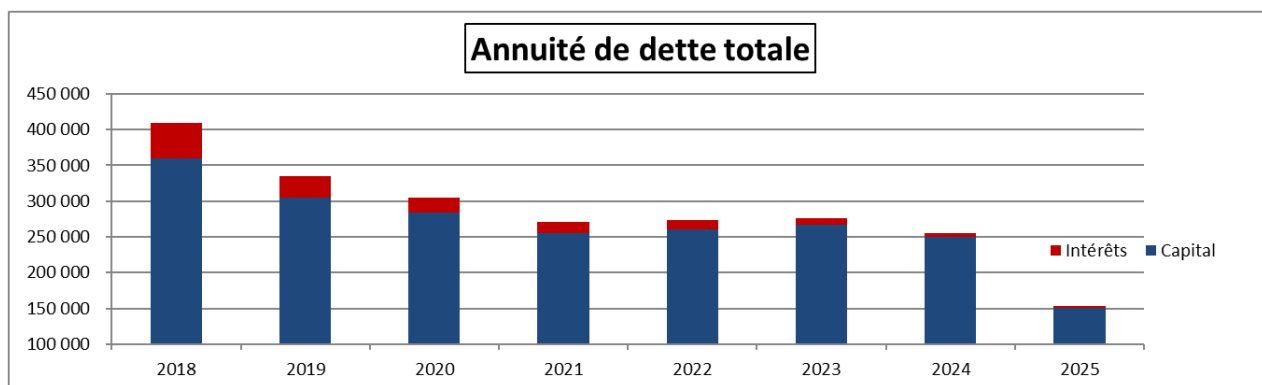
En outre, si en 2020 les charges de fonctionnement courant étaient en baisse, mécaniquement du fait de la crise sanitaire, 2021 voit une augmentation de +7% entre 2019 et 2021 des charges de fonctionnement. Cette évolution résulte d'une hausse des fluides (électricité, eau, gaz), des fournitures pour la régie technique (voirie et bâtiment), l'accompagnement de cabinets extérieurs (carte scolaire, projet d'aménagement urbain) et les coûts liés à la mise en œuvre des protocoles sanitaires.





## 2. L'annuité de la dette

### Dette totale (euros)



### Ratios

Fin 2021, la charge de la dette (hors opérations de gestion active de la dette) par rapport à la richesse de la ville est de 2,70%<sup>10</sup>, contre 73,0% pour la strate<sup>11</sup>.

| En €                                    | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Annuité de dette                        | 409 112      | 307 202      | 312 788      | 275 093      | 280 605      | 277 320      | 255 675      | 152 980      |
| Prod de fonctt courant                  | 9 568 334    | 9 084 287    | 9 162 548    | 9 508 932    | 9 479 147    | 9 407 550    | 9 527 343    | 9 631 570    |
| <b>Annuité / Pdts de fonctt courant</b> | <b>4,28%</b> | <b>3,38%</b> | <b>3,41%</b> | <b>2,89%</b> | <b>2,96%</b> | <b>2,95%</b> | <b>2,68%</b> | <b>1,59%</b> |

## 3. L'encours de dette

L'encours de la dette poursuit sa baisse, du fait du non recours à l'emprunt depuis 2012.

La dette est constituée de 6 emprunts présentant un « risque léger » selon les critères de la Charte Gissler.

La capacité de désendettement<sup>12</sup>, au 31 décembre 2020 était de moins d'un an (elle est de 3,7 ans pour les communes de la strate<sup>13</sup>).

| En €                                    | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        | 2023        | 2024        | 2025        |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Encours au 31.12                        | 2 181 267   | 1 889 017   | 1 602 663   | 1 347 800   | 1 086 965   | 819 948     | 569 527     | 419 065     |
| Epargne brute                           | 2 265 549   | 1 822 873   | 2 148 386   | 1 358 164   | 1 080 785   | 1 035 778   | 1 003 788   | 980 806     |
| <b>Encours au 31.12 / Epargne brute</b> | <b>0,96</b> | <b>1,04</b> | <b>0,75</b> | <b>0,99</b> | <b>1,01</b> | <b>0,79</b> | <b>0,57</b> | <b>0,43</b> |

<sup>10</sup> Compte Administratif 2021 non arrêté, ratio provisoire

<sup>11</sup> Les collectivités locales en chiffres 2021, page 53

<sup>12</sup> Encours de dette au 31/12 rapporté à l'épargne brute

<sup>13</sup> Les collectivités locales en chiffres 2020, page 47

## IV. Le budget communal

---

Le budget de la commune sera présenté au Conseil municipal de 4 avril 2022.

Dans cette attente, un certain nombre d'éléments d'information peuvent d'ores et déjà être présentés. Les équilibres globaux ne devraient pas être modifiés mais devront tenir compte des notifications des bases des impôts locaux ainsi que des dotations de l'État.

### A. La section de fonctionnement

La lettre de cadrage pour 2022 reposait sur un rappel des efforts entrepris durant la dernière période et le souhait de continuer sur ce mouvement vertueux. Ainsi, il a été demandé de traduire dans le budget les engagements pris à l'égard des noiséens.

#### 1. Les recettes

Ci-dessous les recettes de fonctionnement prévisionnelles pour 2022 par services gestionnaires.

| Gest.                | BP 2021<br>(pour rappel) | Crédits Votés       | BP provisoire<br>2022 | % évol<br>BP/BP |
|----------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------|
| ADMGENE              | 18 930,00                | 18 930,00           | 23 130,00             | 22,2%           |
| CDLOISI              | 229 946,00               | 229 946,00          | 222 500,00            | -3,2%           |
| COMMUNI              | 12 000,00                | 12 000,00           | 12 000,00             | 0,0%            |
| CULTURE              | 20 000,00                | 20 000,00           | 8 500,00              | -57,5%          |
| DEV ECO              | 0,00                     | 80 957,00           | 0,00                  |                 |
| FINANCI              | 7 217 792,00             | 7 760 427,63        | 7 892 552,00          | 9,3%            |
| PENFANC              | 808 788,00               | 808 788,00          | 744 378,00            | -8,0%           |
| RESSHUM              | 70 000,00                | 70 000,00           | 35 000,00             | -50,0%          |
| SCOLAIR              | 489 721,00               | 489 721,00          | 450 193,00            | -8,1%           |
| SPORTS               | 85 894,00                | 85 894,00           | 85 894,00             | 0,0%            |
| VOIRIE               | 10 000,00                | 10 000,00           | 5 000,00              | -50,0%          |
| <b>Total général</b> | <b>8 963 071,00</b>      | <b>9 586 663,63</b> | <b>9 479 147,00</b>   | <b>5,8%</b>     |

Pour 2022, les prévisions de recette sont en hausse de 5,8%, notamment par l'intégration des prospectives sur les produits fiscaux et la dynamique des droits de mutation.

#### ► L'évolution des dotations de l'État

Le montant prévisionnel des dotations et compensations s'établit de la façon suivante :

| DOTATIONS DE L'ÉTAT*<br>En €         | Allouée 2020      | Allouée 2021      | Estimée 2022      | Evol° en valeur   | Evol° en %   |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| <b>DGF dont :</b>                    | <b>545 706</b>    | <b>485 843</b>    | <b>464 727</b>    | -21 116,00        | -4,3%        |
| Dotation forfaitaire                 | 350 195           | 278 729           | 260 752           | -17 977,00        | -6,4%        |
| Dotation de solidarité rurale (DSR)  | 195 511           | 207 114           | 203 975           | -3 139,00         | -1,5%        |
| <b>COMPENSATIONS FISCALES dont :</b> | <b>117 607,00</b> | <b>6 812,00</b>   | <b>6 000,00</b>   | <b>0,00</b>       | <b>0,0%</b>  |
| <i>Compensation TH</i>               | <i>112 430</i>    | -                 | -                 | <i>0,00</i>       | <i>0,0%</i>  |
| Compensation TF                      | 5 177             | 6 812             | 6 000             | 0,00              | 0,0%         |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>663 313,00</b> | <b>492 655,00</b> | <b>470 727,00</b> | <b>-21 116,00</b> | <b>-4,5%</b> |

14

### ► L'évolution prévisionnelle de la fiscalité locale

Les produits fiscaux estimés pour 2022 intègrent deux éléments :

- Variation nominale des bases à fin 2021
- Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives : +3,4%

La communication de l'état 1259 pour 2022 permettra d'affiner la prévision budgétaire.

Cette année sera poursuivi la réforme de suppression de la taxe d'habitation et la perte de recette afférente sera compensée par l'Etat via le coefficient correcteur.

Pour rappel, ce coefficient était de 1,3 pour 2021, portant une compensation financière de 1,2M€.

Enfin en 2022, la commune pourra s'interroger sur l'opportunité financière versus l'attractivité de délibérer en matière d'exonération de foncier bâti notamment en ce qui concerne les logements neufs.

| BASES FISCALES<br>En €       | Base 2020  | Base 2021  | Base estimée<br>2022 | Evol° en valeur | Evol° en % |
|------------------------------|------------|------------|----------------------|-----------------|------------|
| Taxe d'habitation            | 25 003 430 | 714 917    | 357 459              | -357 458,50     | -98,6%     |
| Taxe sur le foncier bâti     | 16 153 394 | 16 584 947 | 17 148 835           | 563 888,20      | 6,2%       |
| Taxe sur le foncier non bâti | 49 222     | 51 380     | 53 127               | 1 747           | 7,9%       |

### ► Les autres recettes de fonctionnement

Particularité de cette année 2022, la commune va devoir reverser à VGP des surcharges foncières suite aux conclusions de la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion de Versailles Grand Parc. Ce reversement sera réalisé par compensation sur l'attribution de compensation. Toutefois, la commune ayant anticipé ce reversement par la constitution d'une provision en 2021, cette compensation n'aura pas d'impact sur ces recettes 2022.

<sup>14</sup> Source Prospective établie Optim de Finance Active

En parallèle, il est noté une augmentation des droits de mutation pour tenir compte de la dynamique sur les cessions immobilières depuis 6 ans. Depuis 2021, la commune perçoit la taxe sur la consommation finale d'électricité qui représente près de 50K€.

A cela s'ajoute les participations des familles liées aux prestations proposés par la commune (1M €) telles que la petite enfance, la restauration scolaire, la garderie ou le centre de loisirs.

Autre poste, les revenus du patrimoine résultant des locations de salles municipales ou des baux tels que celui de la Poste, d'Orange, de la Maison Médicale ou du Golf, ainsi que les locations aux agents (227K€, soit +46%).

## 2. Les dépenses

Les dépenses de fonctionnement ont été marquées par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La rétrospective doit être analysée avec prudence car l'exécution budgétaire a été impacté par celle-ci tant sur les besoins liés à garantir l'hygiène (produits désinfectants, masques, recours à des prestations de nettoyage supérieur à la définition des besoins du marché public).

2022 veut marquer un tournant sur cette crise et revenir à plus de convivialité par la programmation de manifestations majeures tant culturelles que sportives, développer des actions en faveur du développement durable et du développement économique.

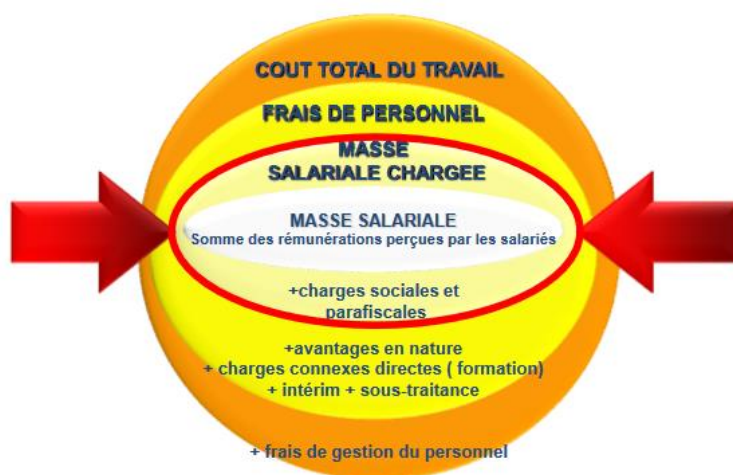
| Gest.                | BP 2021<br>(pour rappel) | Crédits Votés       | BP provisoire<br>2022 | % évol<br>BP/BP |
|----------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------|
| ADMGENE              | 17 550,00                | 21 852,16           | 19 963,00             | 13,7%           |
| AFF GENERALE         | 121 370,00               | 236 380,84          | 264 160,00            | 117,6%          |
| BATIMEN              | 937 215,00               | 980 847,00          | 1 080 000,00          | 15,2%           |
| CDLOISI              | 70 100,00                | 70 100,00           | 72 750,00             | 3,8%            |
| COMMUNI              | 65 800,00                | 69 328,00           | 72 300,00             | 9,9%            |
| CULTURE              | 80 800,00                | 79 200,00           | 144 100,00            | 78,3%           |
| DEV ECO              | 3 000,00                 | 83 957,00           | 1 500,00              | -50,0%          |
| ENFANCE              | 45 996,00                | 45 996,00           | 54 960,00             | 19,5%           |
| ESPVERT              | 142 700,00               | 142 283,00          | 199 700,00            | 39,9%           |
| FINANCI              | 1 130 752,00             | 1 602 909,00        | 1 080 675,00          | -4,4%           |
| INFORMA              | 130 500,00               | 130 500,00          | 145 800,00            | 11,7%           |
| PENFANC              | 97 800,00                | 78 270,00           | 89 900,00             | -8,1%           |
| POLIMUN              | 36,00                    | 36,00               | 0,00                  | -100,0%         |
| RESSHUM              | 4 073 531,00             | 4 074 798,00        | 4 267 186,00          | 4,8%            |
| SCOLAIR              | 399 613,00               | 399 613,00          | 441 145,00            | 10,4%           |
| SOCIAL               | 339 032,00               | 171 021,91          | 280 126,00            | -17,4%          |
| SPORTS               | 57 350,00                | 57 150,00           | 83 400,00             | 45,4%           |
| URBANIS              | 60 100,00                | 60 100,00           | 60 100,00             | 0,0%            |
| VOIRIE               | 263 880,00               | 266 428,00          | 283 680,00            | 7,5%            |
| <b>Total général</b> | <b>8 037 125,00</b>      | <b>8 570 769,91</b> | <b>8 641 445,00</b>   | <b>7,5%</b>     |

► Les dépenses obligatoires

- Les frais de personnel : les dépenses de personnel constituent le premier poste de charge de fonctionnement.

De fait, la gestion des ressources humaines et la maîtrise de la masse salariale sont au cœur de la préparation budgétaire.

Pour bien appréhender comment est constituée celle-ci, ci-dessous le schéma de composition de Martory B. permettant de visualiser les actions sociales à mener ou développer, notamment sur les charges connexes directes (participations à la mutuelle ou au maintien de salaire).



15

La masse salariale est estimée à 4,1M€, en hausse de 2,5% par rapport à 2021.

Cette hausse s'explique par le glissement vieillesse technicité (GVT) mais également par les effets liés à la réforme des carrières notamment sur la filière médico-sociale, les effets en année pleine de recrutement sur 2021 et qui avaient été décalés suite au ralentissement de l'activité économique lié à la Covid, les doublons de paie liés au remplacement d'agent en arrêt maladie de longue durée, ainsi que le coût lié aux indemnités de fin de contrat.

Les frais connexes demeurent sur le même volume qu'en 2021. Ces frais regroupent :

- la participation de la commune aux frais de mutuelle,
- maintenir l'enveloppe dédiée à l'accompagnement par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Région Ile-de-France dans les domaines de la prévention (conseiller de prévention, mise à disposition d'un psychologue, bilan de compétence, etc.),
- la part RH de la mutualisation avec Versailles Grand Parc,
- la cotisation CNAS,
- le contrat d'assurance statutaire des agents.

<sup>15</sup> Martory B. (2009), Contrôle de gestion sociale, 6<sup>e</sup> édition, Vuibert

- Les atténuations de produits : le FPIC et le prélèvement SRU représentent 7,1% des dépenses de fonctionnement. Elles s'imposent au budget communal mais restent stables.

- les frais financiers : dans le prolongement du désendettement entamé en début de mandat, les frais financiers baisseront en 2022.

### ► Les dépenses non obligatoires

Les dépenses facultatives représentent 41,9% des dépenses de fonctionnement. La maîtrise de ces dépenses résulte des choix faits sur le plan quantitatif ou qualitatif.

- Le fonctionnement des services : le chapitre de charges à caractère général (hors dépenses énergétiques) représente presque un quart des dépenses de fonctionnement de la ville. Nous retrouvons ici l'assurance de la commune, le petit entretien du patrimoine, les impôts payés tels que la taxe foncière ou la taxe sur les bureaux, les contrats de prestations de service.

- Les subventions versées : la ville participe au dynamisme des associations à travers la mise à disposition de locaux et par le versement de subventions. Les autres subventions versées visent le fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Yvelines ainsi que le fonctionnement du Centre Communal d'Actions Sociales. Enfin, une enveloppe est dédiée pour le remboursement aux associations des participations des familles nombreuses et des universités inter-âges.

- A noter que les dépenses énergétiques (électricité, gaz et carburant) ne représentent que 5% des dépenses de fonctionnement.

## **B. La section d'investissement**

### *1. L'entretien courant du patrimoine*

L'enveloppe dédiée à l'entretien courant est fixée à **1M€** et correspondant à l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement.

Nous retrouvons ici les travaux suivants :

- Travaux de voirie (entretien des enrobés, installation ou remplacement de mobilier urbain)
- Travaux divers bâtiments (bassin d'apprentissage à la natation, Anciennes Ecuries, Hôtel de ville dont les travaux liés au projet d'armement de la police municipale)
- Travaux dans les écoles (réfection de salle de classe, des PAE et centre de loisirs)
- Les espaces verts (création d'espaces verts, aménagements divers, fleurissement ville)

- Acquisition et développement informatique
- Provision pour des études d'urbanisme
- Entretien du cimetière (étude préliminaire d'extension du cimetière)

## 2. *Les opérations individualisées*

Au budget 2022 sera créé plusieurs opérations individualisées :

- Aménagement de la salle Jacques Moreau
- Aménagement du logement de la Poste
- Création d'un Centre Technique Municipal
- Aménagement du Quartier Montgolfier
- Rénovation de l'éclairage public

Les opérations existantes seront soit en fin d'exécution comme pour l'opération du Vaucheron, soit en phase travaux après les études comme pour les travaux de l'Eglise.

## 3. *Le financement des investissements en 2022*

Il est envisagé d'inscrire dès le vote du budget primitif la reprise anticipée des résultats 2021 afin de financer les besoins d'investissement pour les opérations courantes ainsi qu'une partie des opérations individualisées et ainsi limiter le recours à l'emprunt en 2022.

Une recherche approfondie des participations de nos partenaires au financement des opérations individualisées est déjà entamée par les services. Le recours à l'emprunt est également étudié.

Le fonds de compensation pour la TVA est estimé à 900 K€.